

Accord-cadre de prestations intellectuelles

N°25-048

Assistance à maîtrise d'ouvrage relative à la réalisation de diagnostics de terrain nécessaires à la construction d'établissements pénitentiaires au titre du Code de l'urbanisme

Etablissements pénitentiaires de petite capacité et de grande capacité

En France Métropolitaine (Lot n°1)

Et DROM-COM (Lot n°2)

Règlement de consultation (RC)

Date et heure limites de remise des offres

Le 02/10/2025 à 12 heures

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONSULTATION

Les titulaires de l'accord-cadre auront pour mission d'accompagner le pouvoir adjudicateur dans la réalisation des études relatives aux aspects fonciers et urbains des sites présélectionnés pour accueillir d'éventuels projets de construction d'établissements pénitentiaires, de petite et de grande capacité. Ces études doivent permettre au pouvoir adjudicateur d'évaluer la faisabilité de ses opérations de construction et d'établir une liste de recommandations et de prescriptions pour l'implantation des bâtiments et leurs caractéristiques.

Les études réalisées constitueront la matière nécessaire à l'élaboration des dossiers relatifs aux autorisations administratives dues au titre du code de l'urbanisme, que le pouvoir adjudicateur devra porter par ailleurs.

Territoire d'étude : les sites concernés par le présent accord-cadre seront situés en France Métropolitaine et en outremer, dans les DROM-COM (départements et régions d'outre-mer et collectivités d'outre-mer).

Il pourra être commandé autant de missions que de projets immobiliers identifiés, selon les enjeux de chaque site.

ARTICLE 2 – CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1 – Etendue de la consultation

La présente consultation est lancée selon une procédure formalisée d'appel d'offres ouvert, en application des articles L2124-1 et L2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique.

Le présent marché est un accord-cadre multi-attributaire alloti au sens de l'article L2125-1 du code de la commande publique.

L'accord-cadre s'exécutera au fur et à mesure de la survenue des besoins :

- Par la passation de marchés subséquents, entre les titulaires concernés, selon les modalités prévues dans le présent CCAP et les documents de la consultation ;
- Les marchés subséquents pourront eux-mêmes s'exécuter par émission de bons de commande, conformément aux articles R2162-7 à R2162-10 du Code de la commande publique, lorsque cela est prévu.

Le présent accord-cadre fait l'objet d'un allotissement géographique et porte sur l'ensemble des territoires français de métropole (lot n°1) et sur les territoires français d'outre-mer (Martinique, Guadeloupe, Saint-Martin, Guyane, La Réunion, Mayotte, La Nouvelle-Calédonie et la Polynésie française– (lot n°2).

La liste des sites d'études ainsi que leur répartition géographique ne sont pas connues de manière exhaustive au moment de la présente consultation et n'ont pas vocation à être figées au cours de l'exécution du marché.

Chaque lot est un accord-cadre multi-attributaire :

- Lot n°1 - Métropole : le nombre maximum d'attributaires est fixé à trois (3) ;
- Lot n°2 – Territoires Outre-Mer : le nombre maximum d'attributaires est fixé à trois (3).

L'attribution se fera dans la limite de ces maximas, sous réserve de la réception d'un nombre suffisant d'offres régulières, acceptables et appropriées. Si le nombre d'offres reçues est inférieur au nombre maximum fixé ci-dessus, l'accord-cadre pourra être attribué au nombre d'offres reçues, sous réserve d'offres que les offres soient régulières, acceptables et appropriées

Les prestations sont susceptibles de varier dans les limites suivantes :

- Montant minimum sur toute la durée du marché :
 - o Lot 1 : Sans montant minimum
 - o Lot 2 : Sans montant minimum
- Montant maximum sur toute la durée du marché :
 - o Lot 1 : 4 000 000 € HT
 - o Lot 2 : 4 000 000 € HT

2.2 – Modalités d'exécution

L'accord-cadre porte sur la réalisation des missions suivantes :

BLOC M1 – missions relatives à la faisabilité de l'implantation du projet sur le site

- **Mission M1 : établissement de grande capacité**

Un établissement pénitentiaire est considéré comme de grande capacité pour une capacité d'hébergement supérieure ou égale à 200 places.

Phase 1 : Prise de connaissance du dossier MOA

Phase 2 : Recueil des données – Rendus intermédiaires

Phase 3 : Dossier final de faisabilité

- **Mission M1bis : établissement de petite capacité**

Un établissement pénitentiaire est considéré comme de petite capacité pour une capacité d'hébergement strictement inférieure à 200 places

Phase 1 : Prise de connaissance du dossier MOA

Phase 2 : Recueil des données – Rendus intermédiaires

Phase 3 : Dossier final de faisabilité

- Mission M2 : Etude d'exposition au bruit
- Mission M3 : Etude de la pollution lumineuse générée par l'établissement
- Mission M4 : Etudes des besoins en réseaux et viabilisation du site
- Mission M5 : Etude de la qualité de l'air
- Mission M6 : Etude de trafic routier
- Mission M7 : élaboration du dossier de site

Phase 1 : Données complémentaires et sommaire du dossier de site

Phase 2 : Dossier de site définitif

- Mission M8 : mission complémentaire

Réalisation de prestations non comprises dans les missions M1 à M7.

L'ensemble des éléments de mission est décrit dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

2.3 – Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées.

2.4 – Durée de l'accord-cadre et délais d'exécution

La durée de l'accord-cadre est de 12 mois à compter de sa notification.

Il pourra être reconduit tacitement 3 fois à la date anniversaire de sa notification, pour une nouvelle période de 12 mois sans que sa durée totale n'excède 48 mois.

En cas de non-reconduction de l'accord-cadre, le pouvoir adjudicateur informera le titulaire de sa décision dans un délai de 1 mois avant la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre.

En cas de reconduction, le titulaire ne peut refuser celle-ci.

Des bons de commande et marchés subséquents pourront être émis pendant toute la période de validité de l'accord-cadre. Les délais d'exécution pour les prestations qui font l'objet des bons de commande sont fixés à l'article 6 de l'Acte d'Engagement et dans le CCTP.

Il est précisé que le déroulement des différentes missions n'est pas nécessairement séquentiel. Certaines missions pourront être commandées simultanément par le pouvoir adjudicateur. Dans ce cas les délais ne sont pas cumulables.

2.5 – Lieu d'exécution

Le lieu d'exécution des prestations est la France métropolitaine (Lot n°1) et les territoires d'outre-mer (Martinique, Guadeloupe, Saint-Martin, Guyane, La Réunion, Mayotte, La Nouvelle-Calédonie et la Polynésie française – (Lot n°2).

Les réunions relatives au pilotage de l'accord-cadre seront montées au siège social de l'APIJ situé au Kremlin-Bicêtre.

2.6 – Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à cent quatre-vingts (180) jours à compter de la date limite de remise des offres indiquée en page de garde du présent règlement de consultation.

2.7 – Condition de participation des concurrents

La consultation est ouverte :

- Aux prestataires individuels susceptibles d'exécuter les prestations par leurs moyens propres ;
- Aux groupements conjoints avec mandataire solidaire ;
- Aux groupements solidaires.

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt.

Dans le cas où la demande de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre, les candidats devront obligatoirement fournir une déclaration relative à la sous-traitance signée par le sous-traitant. Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire,

Le candidat doit fournir sa déclaration de sous-traitance et les éléments y afférent en utilisant l'annexe 1 figurant à l'acte d'engagement.

Chaque candidat pourra candidater et être attributaire de chacun des lots

2.8 – Modifications de détail au dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter, au plus tard 7 jours calendaires avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

ARTICLE 3 – PIÈCES CONSTITUTIVES DU DOSSIER DE CONSULTATION

Les pièces constitutives du dossier de consultation sont les suivantes :

- Le présent Règlement de Consultation (RC) et son annexe ;
 - Annexe 1 : DQE
- Pour chacun des lots, l'Acte d'Engagement (AE) et ses annexes :
 - Annexe 1 : Acte de sous-traitance ;
 - Annexe 2 : bordereau de prix unitaires ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes ;
 - Annexe 1 et 2 : contenu du dossier de site et modèle de tableau de synthèse inter-sites

- Pour chacun des lots : Annexe mémoire méthodologique : le Cadre de réponse pour le temps passé estimé.
- Exemples de cahier des charges présentant les caractéristiques d'établissements pénitentiaires

ARTICLE 4 – PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française. Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat.

Les offres seront composées de deux dossiers :

4.1 – Dossier 1 : présentation des candidatures

Ce dossier devra contenir tous les éléments mentionnés dans l'avis d'appel public à la concurrence, à savoir :

Situation juridique du candidat :

- Une lettre de candidature complétée avec, en cas de groupement, la désignation du mandataire par ses cotraitants (formulaire DC1). NB : un seul document pour l'ensemble du groupement
- Si le candidat est en redressement judiciaire au sens de l'article L.631-1 du code de commerce, ou est admis à une procédure équivalente régie par un droit étranger, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet.

Capacités professionnelles, techniques et financières, pour chacun des co-traitants, le cas échéant :

- Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant l'objet de l'accord-cadre réalisé au cours des trois derniers exercices disponibles (formulaire DC2).
- Les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années.
- L'indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestations de services de même nature que celle de l'accord-cadre.

- **5 références** portant sur des missions comparables à l'objet de l'accord-cadre exécutées durant les 5 dernières années. Les références doivent être utilement ciblées. Dans le cas où le candidat présente plus de références, **seules les 5 premières seront étudiées, dans l'ordre d'apparition dans le dossier.**

Pour chaque référence, le candidat précisera :

- a. objet de l'opération ;
- b. nature de la prestation réalisée ;
- c. identification du maître d'ouvrage ;
- d. localisation géographique de l'opération ;
- e. montant en euros (HT) des prestations réalisées.

Les références devront mettre en exergue notamment les compétences suivantes :

- Capacité à rédiger des dossiers complexes, de façon lisible pour un public non averti le cas échéant (consultation du public) ;
- Capacité à argumenter en faveur d'un projet ne disposant pas de l'acceptation du public ;
- Capacité à interagir avec les services instructeurs et les représentants politiques et techniques des collectivités locales ;
- Capacité de réaction en cas de commande urgente, capacité d'adaptation.

Si les candidats sont dans l'impossibilité de produire les documents au titre de la candidature (entreprise de création récente essentiellement), ils peuvent justifier de leurs capacités financières et de leurs références professionnelles par tout autre moyen.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

En cas de groupement, l'appréciation des capacités professionnelles, techniques et financières du groupement est globale.

Les candidats ne disposant pas de capacités financières, techniques et professionnelles suffisantes seront éliminés.

Les formulaires DC1 et DC2 sont disponibles chacun sur le site Internet « <http://www.economie.gouv.fr/daj/marches-publics> », « Commande publique », « Les formulaires ».

4.2 – Dossier 2 : présentation des offres par lot

A – Acte d'engagement :

L'**acte d'engagement (AE)** sera complété, accompagné éventuellement par les **demandes d'acceptation des sous-traitants** et d'agrément des conditions de paiement, pour tous les sous-traitants désignés à l'accord-cadre (**annexe 1 de l'AE**).

Le candidat devra indiquer dans l'acte d'engagement le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter et, par différence avec son offre, le montant maximal de la créance qu'il pourra présenter en nantissement ou céder.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer au bénéfice de l'avance prévue à l'article 12.2 du CCAP, ils doivent le préciser à l'article 8 de l'acte d'engagement.

Le **bordereau de prix unitaire (BPU)** doit être complété par le représentant qualifié du titulaire. Les prix unitaires serviront de base pour le jugement des offres de l'accord-cadre, et permettront la commande de missions M8, le cas échéant.

B - Mémoire technique portant sur l'organisation opérationnelle mise en place et indiquant notamment :

- **Une note sur l'organisation opérationnelle de l'équipe** qui assurera l'exécution des prestations pour chaque mission, afin de garantir les objectifs du pouvoir adjudicateur. La note d'organisation devra notamment exposer :
 - La composition de l'équipe dédiée à l'exécution de la mission, en incluant les curriculum-vitae et expériences correspondantes de tous les personnels et spécialistes.
 - L'organisation interne, répartition des rôles et des missions entre les différents prestataires et intervenants proposés par le titulaire et leurs modalités de coordination, les relations à la maîtrise d'ouvrage (personne référente pour le maître d'ouvrage, liste des interlocuteurs directs...).
- **Un mémoire méthodologique** précisant la méthodologie, l'organisation et les dispositions qu'il entend mettre en œuvre en vue d'assurer chacune des missions décrites au CCTP. Ce mémoire sera illustré d'exemple de réalisations antérieures

(éventuellement anonymisées). Ce mémoire devra présenter le cas échéant et pour différentes missions les moyens matériels de la société, et notamment l'outillage, le matériel et l'équipement technique utilisés dans le cadre des missions concernées.

- **Les annexes du mémoire méthodologique** : cadre de décomposition des temps passés pour chacun des lots

ARTICLE 5 – CRITERES DE CLASSEMENTS DES OFFRES

5.1 – Jugement des candidatures

Les candidats qui se trouvent dans un cas d'interdiction de soumissionner, qui ne disposent pas de la capacité économique et financière, des capacités techniques et professionnelles ou qui ne peuvent produire dans le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis par le pouvoir adjudicateur sont éliminés.

Les candidatures seront examinées au regard des capacités économique et financière, et des capacités techniques du candidat ou du groupement candidat, appréciées au vu des renseignements demandés à l'article 4.1 du présent règlement de consultation.

Nota : Toutes les pièces demandées pour apprécier la candidature doivent être présentées par le ou les candidats. En cas de document manquant à ce stade, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de choisir entre écarter une candidature ou demander aux candidats concernés de compléter leur dossier.

5.2 – Jugement des offres

L'offre économiquement la plus avantageuse sera désignée après application des critères énoncés ci-dessous :

La valeur technique de l'offre, pour 70 %, appréciée au travers de :

- la qualité et la pertinence de **l'équipe proposée et de son organisation**, notamment l'expérience professionnelle des intervenants ainsi que la répartition des tâches entre les différents intervenants, telle qu'elle résulte du contenu du mémoire technique (30%);
- La qualité et la pertinence de **la méthodologie**, notamment la bonne compréhension des enjeux et des moyens matériels mis en œuvre pour mener à bien la mission, telle qu'elle résulte du contenu du mémoire technique (20%);
- La pertinence et la cohérence de **la répartition du temps passé prévisionnel** pour l'exécution de chaque mission telle qu'elle résulte de la proposition méthodologique du candidat et du cadre de réponse des temps passés prévisionnels (20%)

Le prix des prestations, pour 30%, apprécié au regard du détail quantitatif estimatif (DQE) non communiqué aux candidats

ARTICLE 6 – CONDITIONS D'ENVOI DES OFFRES

6.1 Transmission électronique du pli

Les candidats ont l'obligation de déposer leur pli sous forme dématérialisée sur la plateforme des achats de l'Etat (PLACE), à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2835859&orgAcronyme=d3f>

Elles doivent, dans tous les cas, parvenir avant la date et l'heure limites indiquées sur la page de garde du présent règlement.

Les dossiers dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ne sont pas retenus et seront détruits.

Nous vous invitons à prendre en compte les délais de téléchargement et les prérequis de la plateforme PLACE. La transmission des plis sur un support physique électronique (CD-ROM, disquette ou tout autre support matériel) n'est pas autorisée.

6.2 Signature électronique

Conformément à l'article L2132-2 du code de la commande publique, lorsque les documents du marché sont transmis par voie électronique, ils doivent être présentés selon les modalités fixées par l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique dans les marchés publics.

Les documents qui peuvent être signés au moyen d'un certificat électronique sont :

- L'acte d'engagement ;
- Le cas échéant, les pouvoirs des cotraitants envers le mandataire.

Il est rappelé aux candidats que la signature électronique du fichier .zip ne vaut pas signature des documents qu'il contient (chaque document doit être signé individuellement) et que la signature manuscrite scannée ne peut remplacer la signature électronique.

Toutefois, à l'issue de la procédure, et dans l'hypothèse où le candidat n'a pas signé son offre via une signature électronique lors de la remise de son offre, il sera demandé à l'attributaire de

signer électroniquement son offre. Dans l'hypothèse où l'attributaire ne dispose pas de signature électronique, il lui sera alors demandé une signature manuscrite.

Le candidat doit respecter les conditions relatives :

- Au certificat de signature du destinataire ;
- A l'outil de signature utilisé.

Il est rappelé que ces documents doivent être signés par une personne habilitée à engager l'entreprise. Le certificat doit donc être établi au nom de la personne physique signataire des documents et habilitée à engager l'entreprise.

Les catégories de certificats de signature électronique conformes au RGS sont disponibles sur les listes de confiance à l'adresse suivante :

<http://www.ssi.gouv.fr/fr/certification-qualification/qualification-d-un-prestataire-de-service-de-confiance/organismes-de-qualification-habilites.html>

Si le candidat utilise un certificat non référencé sur une liste de confiance, il doit fournir tous les éléments nécessaires à sa vérification.

Les certificats de signature PRIS V1 ne sont plus acceptés. Les formats de signatures acceptés sont XAdES, PAdES et CAdES.

La liste exhaustive des formats autorisés pour la transmission électronique des plis est la suivante : .zip, .pdf, .doc, .docx, .xls, et .xlsx.

Le candidat est invité à ne pas utiliser de macro-instructions dans les documents transmis et à faire en sorte que sa candidature et/ou son offre ne soient pas trop volumineuses.

6.3 Transmission d'une copie de sauvegarde

Le candidat qui effectue une transmission électronique de sa candidature et de son offre peut effectuer, à titre de copie de sauvegarde de ces documents, une transmission sur un support physique électronique ou sur un support papier.

En cas de transmission sur support physique électronique, l'acte d'engagement et les annexes financières devront être signés au moyen d'un certificat électronique conforme au RGS (voir ci-dessus).

Le candidat qui effectue à la fois une transmission électronique et, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur support physique électronique ou sur support papier doit faire parvenir cette copie dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres.

**L'enveloppe contenant la copie de sauvegarde doit être scellée comportant la mention lisible
« COPIE DE SAUVEGARDE – APIJ – Accord cadre diagnostics de terrain lot X-» et doit :**

- Soit être déposée - du lundi au vendredi, sauf jour férié - (9h30 à 12h, 14h à 17h) contre récépissé à la Direction juridique et des marchés à l'Agence Publique pour l'Immobilier de la Justice 56-69 Avenue de Fontainebleau – 94270 Kremlin Bicêtre.
- Soit être adressée sous pli recommandé avec accusé de réception à l'Agence publique pour l'Immobilier de la Justice – Direction juridique et des marchés – 56-69 Avenue de Fontainebleau – 94270 Kremlin Bicêtre.

En cas de transmission par voie électronique (dématérialisé), la remise s'effectue selon les modalités suivantes :

- Lettre recommandée électronique :
 - Liste des produits et services qualifiés par l'ANSSI pour la France (en pages 20-21) : [liste-produits-et-services-qualifies.pdf](#) ([ssi.gouv.fr](#))
 - Liste des produits et services qualifiés pour l'Europe : eIDAS Dashboard ([europa.eu](#))
- Tous les autres services qui permettent l'envoi et la réception de fichier en respectant les exigences de l'annexe 8 du code de la commande publique
- La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans les cas suivants : 1° Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique. La trace de cette malveillance est conservée ;
- 2° Lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

Les offres devront, dans tous les cas, parvenir à l'APIJ avant la date et l'heure limites indiquées sur la page de garde du présent règlement. Les offres qui seraient remises, après la date et l'heure limites fixées ne seront pas retenues.

6.4 Assurance et frais de transport

Les candidats sont responsables de l'assurance des prestations demandées pendant leur envoi à l'organisateur de la consultation. Les envois sont acheminés sous la seule responsabilité des candidats. Les frais de transport des prestations des candidats sont pris en charge par eux – mêmes.

ARTICLE 7 – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires, les candidats devront faire parvenir au plus tard **dix (10) jours** avant la date limite de remise des offres, une demande écrite sur le profil acheteur du pouvoir adjudicateur (lien ci-dessus). La réponse sera alors publiée sur cette même plateforme.

ARTICLE 8 – DOCUMENTS A REMETTRE PAR LE CANDIDAT AUQUEL IL EST ENVISAGE D'ATTRIBUER L'ACCORD-CADRE

En application des articles R.2143-6 à R.2143-9 et R.2143-16 du code de la commande publique et de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution de marchés publics et de contrats de concession, la production des documents suivants sera exigée du candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché :

- Le certificat attestant la souscription des déclarations et les paiements correspondants de l'impôt sur le revenu, l'impôt sur les sociétés et la taxe sur la valeur ajoutée délivré par l'administration fiscale dont relève le demandeur.
- Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions, datant de moins de 6 mois.
- La liste nominative des salariés étrangers employés par ce dernier et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2.

Cette liste, établie à partir du registre unique du personnel, précise pour chaque salarié :

1. Sa date d'embauche ;
2. Sa nationalité ;
3. Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Le marché ne pourra être notifié que lorsque l'attributaire aura produit au représentant du pouvoir adjudicateur les documents administratifs mentionnés ci-avant

A ce titre, l'APIJ a souscrit, à la plateforme en ligne E ATTESTATIONS pour l'obtention de ces documents. En cas d'absence des documents ou de documents non conformes, le candidat recevra une alerte via E Attestations pour produire les documents demandés.

A défaut de réponse dans un délai de 10 jours à compter de la demande sur E-Attestations, ou en cas de fourniture de documents non valables, l'offre du candidat provisoirement retenu est écartée au profit du candidat arrivant à sa suite selon le classement établi dans le rapport

d'analyse des offres. Ce dernier se verra attribuer le marché de façon provisoire sous réserve de produire ces mêmes documents dans les mêmes conditions de forme et de délai.

ARTICLE 9 – CLAUSE D'EGA-CONDITIONNALITE ET DE DIVERSITE

Le ministère de la Justice est engagé dans une démarche de promotion de la diversité et de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes. A ce titre, il est attentif dans le choix de ses contractants comme dans la réalisation des prestations, au respect des dispositions législatives et réglementaires en la matière.

En application de l'article L.2112-2 du code de la commande publique, le titulaire doit s'engager, au titre de l'exécution du marché, dans une démarche d'amélioration continue de la qualité de ses pratiques sociales en matière de prévention des discriminations, ainsi que de promotion de l'égalité des chances et de la diversité, notamment l'égalité entre les femmes et les hommes (éga-conditionnalité).

La promotion de la diversité s'entend comme l'ensemble des moyens permettant de garantir l'égalité réelle de traitement entre tous les individus dans le domaine de l'emploi, indépendamment de leurs différences. Elle regroupe des actions de lutte contre les discriminations et de promotion de l'égalité des chances.

La prise en compte de l'égalité femmes-hommes doit être limitée aux prestations qui font l'objet du marché et aux moyens humains affectés à l'exécution des prestations dudit marché.

Dès lors, l'attributaire doit impérativement renseigner le questionnaire disponible via le lien ci-dessous, avant la date de notification du marché :

[https://s1.sphinxonline.net/surveyserver/s/ENQUETES-
JUSTICE/Diversite_Discriminations_Egalite_2021/questionnaire.htm](https://s1.sphinxonline.net/surveyserver/s/ENQUETES-JUSTICE/Diversite_Discriminations_Egalite_2021/questionnaire.htm)

Le questionnaire devra également être complété **2 mois avant la date de fin du marché** ».

ARTICLE – VOIES DE RECOURS

La présente procédure est susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif de Melun :

- Recours prévu à l'article L.551-1 du code de justice administrative avant la signature du marché ;
- Recours prévu à l'article L. 551-13 du code de justice administrative, au plus tard 31 jours après la publication de l'avis d'attribution du marché ;

- Recours de pleine juridiction dans un délai de deux mois à compter de la date de publication d'un avis d'attribution.